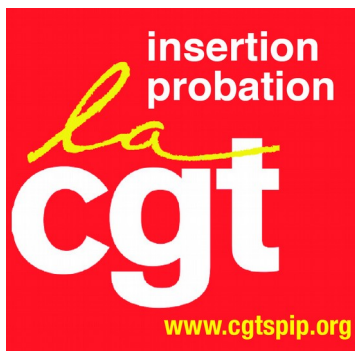




DÉCLARATION LIMINAIRE de la
Formation Spécialisée du CSA SPIP
du 22 SEPTEMBRE 2026

Monsieur le président,

Nous voici réuni.es pour la dernière Formation Spécialisée du CSA des SPIP de la mandature.

Si, de notre côté, nous avons toujours œuvré pour porter les problématiques de nos collègues et des SPIP concernant les charges de travail, la protection de la santé des agent.es, de leur qualité de vie et des conditions de travail ; de l'autre côté de la table, nous constatons l'indifférence face à ces sujets quand ce n'est pas du déni ou du mépris.

En cette rentrée sociale, pour l'ensemble des personnels travaillant en SPIP, la coupe est pleine ! Nous encourageons les agent.es et camarades à se joindre massivement à la mobilisation du mardi 29 septembre pour défendre notre bien commun: le service public pénitentiaire !

A la DGAP, comme au niveau de la fonction publique ou du gouvernement, les fonctionnaires, les agent.es publiques, les personnels des SPIP ne comptent pas. Les moyens donnés aux services publics pour pouvoir fonctionner normalement et exercer leurs missions se réduisent à peau de chagrin. Le public pris en charge n'est pas plus considéré et ne peut compter que sur les personnels pour obtenir de la reconnaissance. Le pouvoir d'achat n'a jamais été aussi faible et les agent.es payés au niveau du SMIC aussi nombreux.euses.

Les SPIP et les personnels qui les composent sont totalement invisibilisés au sein de la DGAP. Seulement mis en lumière lorsque des faits divers surviennent. Et là encore, au lieu d'assumer pleinement votre rôle de garant de la sécurité et de la santé de vos agent.es, vous imposez injonctions ou nouvelles règles de fonctionnement intenable et irréfléchies au regard de l'essence même des métiers qui sont les nôtres. **Nous le rappelons haut et fort, notre mission est l'insertion et/ou la réinsertion des personnes prises en charge.**

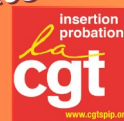


Du 3 au 10 décembre 2026

Pour une justice humaniste et contre un SPIP surexploité



VOTEZ



Les services croulent sous les charges de travail liées à la surpopulation carcérale et à l'inflation sans fin des prises en charge en milieu ouvert. Les conditions de travail des personnels administratifs, des ASE, des CPIP, ASS, DPIP, psychologues ou coordinateur.ice.s culturel.le.s n'ont jamais été aussi mauvaises, sans jamais que la DGAP ne s'en soucie.

Par votre participation active à la politique gouvernementale de destruction des missions d'insertion et de probation, vous aggravez la souffrance des personnels de terrain et la perte de sens de nos métiers. Vous êtes le pion d'une politique pénale entâchée de dérives autoritaires, populistes voire xénophobes, sans y opposer ni résistance ni volonté de défendre les agent.es de terrains qui luttent pour la préservation du service public.

Ne vous en déplaise la maltraitance institutionnelle existe et vous en êtes les premiers acteur.ice.s !

Que penser de l'ordre du jour présenté à cette dernière FS de la mandature. La présentation de documents qui ne sont que successions de données, de graphiques, sans la moindre portée d'analyse ni de propositions d'actions pourtant plus que nécessaires. Référent.e.s handicap, Assistant.es de Prévention, Conseiller.ère.s de Prévention, Protection Fonctionnelle, organisation des Formations Spécialisées : il s'agit bien là de thématiques essentielles dans la politique de prévention de la santé sécurité au travail. L'administration fait elle le choix de ne nous en présenter qu'une coquille vide, bien loin des réalités et des enjeux de l'ensemble de ces référent.es et thématiques. Une nouvelle fois: peut mieux faire!

Dernier point à l'ordre du jour: la sécurisation du SPIP de Fort de France. Là encore il y a à dire et à écrire tant l'administration n'a pas voulu tenir compte des points d'alerte avant l'évènement grave du mois de juillet. Elle n'est pas plus à la hauteur aujourd'hui dans le soutien et l'accompagnement des agent.e.s. La CGT IP exige des actes et des réponses! Le positionnement en accident de service immédiat de tout.e.s agent.e.s en faisant la demande et un accompagnement administratif, médico-social et psychologique digne de ce nom.

L'administration doit sortir d'une étude théorique de la santé sécurité au travail pour une mise en pratique respectueuse des agent.es.

Pour la CGT IP, organisation majoritaire en SPIP et pour l'ensemble des personnels y travaillant , il est temps que l'administration pénitentiaire et le gouvernement se réveillent et prennent enfin des mesures dans l'intérêt des agent.es, des SPIP et des personnes prises en charge.

Soyons uni.e.s, solidaires et combatif.ives. Personnels des SPIP, rejoignons la mobilisation massive le 29 septembre pour faire valoir la reconnaissance de l'investissement professionnel qui est le nôtre. Pour le pouvoir d'achat, pour des conditions de travail dignes, pour des budgets et des moyens RH à la hauteur des enjeux et pour que cesse la stigmatisation et les attaques contre les agent.es public.que.s, toutes et tous dans la rue !!!



Du 3 au 10 décembre 2026

Pour une justice humaniste et contre un SPIP surexploité



VOTEZ

